



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Avec-du-ble-on-fait-de-l-oseille>

Avec du blé, ... on fait de l'oseille !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1119 - avril 2011 -

Date de mise en ligne : jeudi 5 mai 2011

Date de parution : avril 2011

Description :

Éloi Leymarie décrit les conséquences de la spéculation sur les marchés de denrées alimentaires, celui du blé en particulier.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'année 2008 fut particulièrement difficile pour les partisans du tout-marché. L'évolution économique opposa de tels démentis aux assertions néolibérales selon lesquelles le marché s'autorégule, que le cercle de ses détracteurs s'élargit à ceux qui l'avaient jusque là toujours soutenu. Le 25 septembre, à Toulon, Nicolas Sarkozy alla jusqu'à dire que « l'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle ». Il annonçait « la fin d'un monde », la fin de la « mondialisation heureuse » dont le rêve s'est brisé, entre autres, sur « les dérives de la finance globale » et « les émeutes de la faim ». Ces déclarations sur la finance, alors en pleine débâcle, avaient pour seul but de faire accepter à une population médusée l'énormité des plans de relance. Une telle débauche de moyens à destination des banquiers, alors même que les caisses étaient réputées vides pour le citoyen ordinaire, méritait bien un discours, même de circonstance. Quant à l'allusion aux émeutes de la faim, elle faisait référence à la crise alimentaire du printemps qui toucha dramatiquement 37 pays ayant confié une part significative de leur approvisionnement en denrées alimentaires de base aux marchés agricoles mondiaux. Avec une force inhabituelle, il apparut évident que la confrontation de l'offre et de la demande n'était pas synonyme d'abondance, d'équilibre et de stabilité, mais bien plutôt de spéculation et (donc) de famines. Le songe présidentiel avait en effet de quoi se briser net. Y aurait-il un certain nombre de biens et de services pour lesquels les "lois" du marché (sic) ne s'appliquent pas, peu, ou mal ?

La même année, ce constat d'échec du marché, un autre Président le dressait. Bill Clinton, le 23 octobre, devant l'ONU, à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation déclarait à son tour : « Il faut que tous les gouvernements le reconnaissent, nous nous sommes trompés depuis 30 ans, moi-même quand j'étais président. Nous avons eu tort de croire que la nourriture est comme n'importe quel autre produit dans le commerce international » [1]. L'aveu est accablant. Que s'est-il passé au juste ? L'autorégulation des marchés mondiaux devait, initialement, assurer dans les meilleures conditions l'approvisionnement des populations des pays en développement. Alors pourquoi la guerre économique de tous contre tous ne débouche-t-elle pas sur des transactions gagnant-gagnant ?

Prenons l'exemple du blé, la céréale dont le marché est le plus intégré mondialement : près de 20% de la production mondiale font l'objet d'échanges internationaux (contre seulement 5% pour le riz). Les États-Unis, le Canada, l'Union Européenne, la Russie et les pays de la mer Noire, ou encore l'Argentine et l'Australie, sont les grands bassins excédentaires. Parmi les grandes aires déficitaires, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, c'est-à-dire des pays pauvres. Que les premiers exportent s'explique par les subventions qu'ils perçoivent de leurs gouvernements. Quant aux seconds, leur important déficit ne résulte pas d'une négligence de leur part, car les grandes institutions internationales ont bâti, pierre à pierre, cette dépendance alimentaire au marché mondial.

L'Égypte par exemple. Voilà un pays de 76 millions d'habitants, en croissance soutenue (+1 million d'habitants par an), dont 40% de la population vit avec moins de 2 \$ par jour. Cette pauvreté interdit toute amorce de transition alimentaire : le poids du blé demeure écrasant. À elle seule, la consommation de pain apporte entre 30 et 40% des besoins quotidiens en calories. La part du pain dans le budget domestique peut atteindre 80%. Or, l'Égypte importe 7 des 13 millions de tonnes de blé dont elle a besoin, ce qui en fait le premier importateur mondial [2]. Le choix initial, dans les années 1970, d'importer le blé d'Europe, des États-Unis et d'Australie et de privilégier en contrepartie des cultures d'exportation (fleurs, fruits et légumes) a été confirmé dans les années 1990 par toute une série de réformes initiées par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. Le programme d'ajustement structurel qui lui a été imposé a très largement contribué à libéraliser son agriculture, libéralisation qui, théoriquement, selon le principe des avantages comparatifs, permet à une économie de se spécialiser au sein de la division internationale du travail. Donc, progressivement, les grands organismes nationaux (fermes d'État, institut d'assistance technique, structures de commercialisation...) ont été démantelés ; les terres et les actifs des entreprises publiques, vendus ; l'hydraulique rurale privatisée, et les subventions sur les produits agricoles non-alimentaires ont été supprimés. Puis, avec l'OMC, l'intégration mondiale des agricultures a été poursuivie. L'objectif du cycle de négociations de Doha était justement d'en finir avec l'exception agricole, c'est-à-dire avec l'idée que les denrées alimentaires de base doivent échapper au jeu traditionnel du marché privé par le biais des subventions gouvernementales.

Le problème est que cette dépendance, savamment orchestrée, de l'Égypte vis-à-vis du marché international, expose la consommation domestique aux fluctuations des cours agricoles, des prix des transports et de l'énergie. Jusqu'en 2006, ce dispositif n'a pas posé de problème particulier parce que la progression des rendements et la mise en culture de nouveaux terroirs a favorisé la demande, et les masses urbaines pauvres s'approvisionnaient sans difficulté. Mais tout s'est compliqué par la suite : la facture céréalière 2006-2007 avait déjà doublé par rapport à celle de l'année précédente. En 2008, le prix du blé a explosé à nouveau, avec une inflation de plus de 50%. Face à une population insolvable, soudainement confrontée à l'impossibilité de se nourrir, l'État égyptien n'a eu d'autre choix que d'augmenter les quotas de farine subventionnée de 30% et d'annuler les taxes douanières sur l'importation de denrées alimentaires. Mais cela n'a pas suffi : les difficultés d'approvisionnement ont déclenché des émeutes tuant une quinzaine de personnes dans le pays.

De toute évidence, le marché international du blé pose d'insolubles difficultés en termes de sécurité et de souveraineté alimentaire pour des États et des populations déjà vulnérables économiquement. Pourquoi ? Le prix des produits agricoles réagit aux fluctuations de la production de manière très différente de celle des autres biens de consommation. En général, production et revenus augmentent de concert : plus les quantités produites sont importantes, plus les producteurs gagnent de l'argent. Or c'est le contraire pour le blé [3], comme l'a observé, dans la seconde moitié du 17^{ème} siècle, un généalogiste anglais, Grégory King (1648-1712) : paradoxalement, une augmentation de la production au-dessus du point d'équilibre peut conduire à une baisse de la valeur de toute la production, et à l'inverse, une réduction de la récolte peut enrichir l'agriculteur. Les prix, particulièrement volatils, progressent et diminuent plus rapidement que la production : l'élasticité-prix est comprise entre 0 et 1 (voir tableau).

Ce mécanisme, appelé effet de King, explique que s'il est livré aux seules forces du marché, le prix du blé flambe, ou au contraire s'effondre, rapidement. S'il ne faut évidemment pas occulter le fait que les marchés se sont considérablement compliqués depuis 1696, il n'en demeure pas moins que le marché, pour le blé, n'est pas un grand équilibriste.

Or, au cours des années 2000, les stocks mondiaux se réduisant et les facteurs susceptibles de faire évoluer rapidement les volumes produits (aléas climatiques : canicules, inondations) et les prix (évolution du prix du fret et du baril de pétrole, incertitude géopolitique) ne manquant pas, les cours ont été particulièrement volatils.

Ces soubresauts, de quelques semaines à quelques mois, ne sont pas catastrophiques pour tout le monde, car la spéculation financière, dont on vantait autrefois les vertus d'amortisseur de conjoncture, a trouvé un terrain de jeu dans les grands marchés céréaliers, juste avant qu'éclate la bulle immobilière des subprimes. Les grands fonds de pension ont fui des placements trop risqués, ou insuffisamment rentables. Le transfert d'investissement s'est fait en grande partie en direction des matières premières alimentaires : c'est ce que l'on a appelé le "super-cycle des produits de base". Citée par The Guardian, Ann Berg, une trader de "contrats à terme", déclarait : « Ce qui constitue le pain quotidien d'un pauvre représente, pour un riche, un placement sûr ». La FAO reconnaîtra ce rôle prépondérant de la spéculation dans la formation des prix des céréales : « seulement 2% des contrats à termes aboutissent à la livraison des produits » précise-t-elle [4]. Dorénavant, ces contrats à terme se vendent et se revendent exactement comme des produits financiers dérivés. Dans un article intitulé Une des causes de l'insurrection en Égypte : comment banques et investisseurs affament le tiers-monde, l'essayiste américaine Elle Hodgson Brown écrit : « Selon une étude de feu Lehman Brothers, la spéculation sur l'ETF (les fonds indiciels) est passée de 13 à 260 milliards de dollars entre 2003 et 2008. En toute logique, les prix des denrées ont suivi cette augmentation, dès le début de 2003. Michael Masters [5], gestionnaire de hedge funds, a estimé que sur les marchés réglementés américains, 64% de tous les contrats concernant le blé étaient aux mains de spéculateurs qui ne s'intéressaient nullement au blé en lui-même, mais qui détenaient cette denrée uniquement pour attendre la montée des prix avant de la revendre. George Soros a estimé que cela revenait à « stocker se]]crètement de la nourriture pendant une famine pour profiter de l'augmentation des prix ».

2008 fut une catastrophe humanitaire de grande ampleur liée aux marchés spéculatifs. Mais les traders, ont le sait,

sont incorrigibles. À l'été 2010, le prix de la tonne de blé atteignait un nouveau pic à 230 euros contre 130 euros quelques mois auparavant. Les analystes invalidaient toute répétition de 2008 : l'importance des stocks était une garantie solide contre toute nouvelle famine. Seulement, une telle récurrence de l'inflation a renforcé l'exaspération des populations. Un peu comme à la fin des années 1780 en France, quand le gouvernement prit des mesures pour libéraliser le transport et l'exportation de céréales et que certains stockaient le blé en attendant que les prix grimpent....

L'histoire est impitoyable !

Variations de la production et du revenu autour du point d'équilibre (1000)

| | | | | | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|------|------|------|------|------|------|
| quantités produites | 500 | 600 | 700 | 800 | 900 | 1000 | 1100 | 1200 |
| taux de variation de la production | -50 | -40 | -30 | -20 | -10 | 0 | 10 | 20 |
| revenus | 2750 | 2280 | 1820 | 1440 | 1035 | 1000 | 800 | 720 |
| taux de variation du revenu | +175% | +128% | +82% | +44% | +3,5 | 0 | -20% | -28% |

[1] Il vient en écho au « j'ai commis une erreur » d'Alan Greenspan au cours de son audition à la chambre des représentants, le même jour. Les deux hommes s'entendaient d'ailleurs très bien sur la politique budgétaire et monétaire à mener.

[2] Le cinquième est l'Algérie qui importe les trois-quarts des volumes qu'elle consomme

[3] National and Political Observations and Conclusions upon the State and Condition of England in 1696

[4] "Flambée des prix sur les marchés alimentaires : comment réglementer les marchés à terme organisés ?", Synthèse 9, Perspectives économiques et sociales, juin 2010.

[5] Gestionnaire du fond Masters Capital Management, M. Masters fut notamment auditionné par le Sénat américain en 2008.